



Les Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens

PROPOSITIONS DES ENTREPRENEURS ET DIRIGEANTS CHRÉTIENS AU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens (EDC) souhaitent formuler des propositions pour le nouveau gouvernement, **pour une politique inclusive, ouverte au monde et structurée**, face aux défis rencontrés en France, qui associe activement la société civile à son élaboration et à sa mise en œuvre.

Ces propositions sont issues de notre expérience quotidienne sur le terrain social et entrepreneurial, éclairée par notre réflexion commune selon les principes de notre foi et de la philosophie chrétienne. Ce fondement chrétien inspire largement les principes de notre République et cette tradition permet notamment de donner un sens aux actions à mener en vue du bien commun.

Nous ressentons, en effet, le besoin de replacer l'économie au service de l'homme et du bien commun comme une urgence.

Ces propositions s'appuient aussi sur le constat que notre système économique bénéficie d'un fonctionnement social global, dont la force repose sur les synergies et la participation de nombreux intervenants (entreprises, administrations, associations, collectivités...). Cependant ces derniers souffrent d'un manque de reconnaissance et de soutien dans leur fonctionnement normal, ce qui nuit à l'équilibre d'ensemble.

Ainsi nous sommes amenés à préconiser un **changement de méthode alliant liberté et créativité** pour développer la subsidiarité et la confiance, pour favoriser l'expérimentation et les initiatives de terrain, avant de légiférer et de généraliser les réglementations.

Ce qui nous conduit à relever les priorités concrètes suivantes à soumettre à l'attention du gouvernement, mais aussi à la société civile, afin de nous permettre de répondre, chacun à notre mesure mais activement, aux défis actuels de la société française.

1/- Pour les EDC, la famille est une priorité car les salariés doivent être considérés dans l'intégralité de leur existence, et ne peuvent pas être réduits à leur seule force de travail. Les entreprises peuvent davantage prendre en considération les liens familiaux dans la définition des conditions de travail des jeunes parents, ou des parents de jeunes adolescents. Elles sont aussi en mesure de faciliter la création de services au travail, à destination de la vie familiale (conciergerie, crèches d'entreprise...).

Un symbole fort de la prise en considération par le Gouvernement de ces liens pourrait consister en **l'abandon de la retenue à la source pour l'IRPP selon les modalités actuellement prévues**, qui chargent inutilement les entreprises de ce prélèvement, et font passer au second plan la situation familiale, qui n'est considérée que dans le taux d'imposition individuel variable.

Bien évidemment, la revalorisation du quotient familial et le rétablissement complet des prestations familiales seraient un autre signe fort de ce soutien.

Enfin sur les aspects sociétaux de la famille, il nous semble que l'idée d'élargir les possibilités de « droit à l'enfant », revendiquées par certains, et qui priveraient de nouveaux enfants de leur « droit à un père et une mère », est à exclure. Aucun enfant, même né de GPA à l'étranger, n'est dépourvu d'existence légale de nos jours. Il n'est donc pas souhaitable de rouvrir des tensions sur ces sujets. De même les dispositions de la loi sur la fin de vie sont amplement suffisantes et ne doivent pas être élargies à nouveau.



Les Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens

2/- Sur les sujets sociaux, l'attention aux plus pauvres est également une priorité pour nous. Les fondements chrétiens de notre vision de l'homme, au service duquel doit être orientée l'économie, se réfèrent à la vision de l'homme créé à l'image de Dieu, ce qui fonde sa dignité inaliénable. Notre éthique vient de plus haut que les contingences économiques ou sociales.

C'est pourquoi nous soutenons les initiatives du programme « Territoires Zéro chômeurs », qui s'attaquent en priorité au chômage de longue durée en bâtissant des solutions de formation et d'emploi sur mesure, à partir de l'écoute des personnes exclues sur leurs compétences et leurs désirs. **Le suivi et l'élargissement de ces expérimentations** fondées sur les personnes elles-mêmes nous paraissent constituer un axe prioritaire, propice à une collaboration renforcée avec le monde de l'entreprise.

Nous sommes également attentifs aux difficultés vécues par nos pairs, dont le système de protection sociale (RSI) n'est pas à la hauteur ni pour aujourd'hui ni pour demain. Nous sommes donc très intéressés à **participer à sa remise à plat et à sa réforme profonde**, pour une plus grande justice et pour la liberté de ceux qui entreprennent.

3/- Sur la dynamique économique, nous pensons qu'il faut poser des choix forts, et aller vers la **libération de l'économie** pour insuffler une nouvelle dynamique, indispensable à la poursuite dans la durée du progrès social : en remontant, par exemple, les seuils sociaux, qui freinent l'embauche et pénalisent les PME ; en encadrant les indemnisations aux prud'hommes dont l'excès provoque trop souvent un dépôt de bilan ; en allégeant les taux d'imposition (IS) ou de cotisations (via le CICE) des PME en croissance qui investissent et embauchent ; en simplifiant les tâches administratives des chefs d'entreprises pour qu'ils puissent se consacrer pleinement à leur développement économique.

Au-delà de ces rigidités qui nuisent à l'attractivité de la France, nous observons qu'il est difficile d'embaucher à cause du manque de compétences disponibles. Et donc que la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage sont à mettre au cœur de l'action du gouvernement. Le développement des liens entre les universités et les entreprises ; le développement de l'apprentissage et de la formation par alternance sont des pistes prometteuses souvent évoquées. Les perspectives offertes par les besoins de la croissance verte ou des nouvelles technologies doivent être accompagnées d'un effort de formation particulier.

Mais la relance de l'embauche et de la croissance passe aussi par une formation initiale plus humaniste des futurs actifs. Ils ne peuvent plus être simplement des techniciens efficaces, mais ils doivent avoir une culture humaine intégrale, clé de notre réussite de demain dans des conditions durables. Nos entreprises sont prêtes à y contribuer, de même qu'elles avaient initié en 2011 un « Manifeste pour la première embauche ».

Les EDC, et particulièrement les jeunes entrepreneurs, comprennent leurs rôles dans l'économie comme une mission de partage et d'ouverture aux autres. Nous cherchons à rendre les entreprises inclusives en encourageant l'insertion, l'intégration, la participation, l'apprentissage, les initiatives et la transmission intergénérationnelle pour développer toutes les potentialités des personnes, et faire grandir chacun des richesses des autres, y compris des plus faibles ou vulnérables.



Les Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens

4/- Sur le droit du travail, nous encourageons la poursuite de sa réforme, dans la mesure où ce serait un signal de confiance dans les entreprises, auquel nous sommes très sensibles. Mais pour établir cette confiance, premier moteur de développement des embauches, il nous semble qu'une période de dialogue et de pédagogie est indispensable, pendant laquelle des expérimentations seraient autorisées par dérogation au cas par cas, avant de légiférer.

Nous ne sommes pas favorables au traitement habituel des sujets sociaux et professionnels, trop souvent traités par l'État, assisté des interprofessions et des syndicats assis autour de la table de façon tripartite et rituelle, mais sans les entreprises directement aux prises avec les réalités. C'est pourquoi, à la lumière de nos expériences partagées, nous proposons une **méthode de dialogue social beaucoup plus local et dérogatoire**, de façon à restaurer la confiance par plus de subsidiarité.

De plus, seule cette proximité avec la réalité vécue par les entreprises permettra de s'adapter aux multiples changements en cours, dont nous sommes sans doute loin d'avoir imaginé tout l'impact. Nous pensons aux métiers touchés par les technologies de l'information, la robotisation, les échanges de données, mais aussi à la protection de l'environnement et aux nouvelles sources d'énergie, à l'économie circulaire, collaborative, qui sont à développer pour garder notre « maison commune » humaine et habitable.

Le monde du travail d'aujourd'hui, comme celui de demain, a besoin d'être un monde de liberté et de créativité, auquel tous ne sont pas actuellement préparés. Il faut y travailler avec ouverture et agilité pour se donner aujourd'hui les moyens d'avoir durablement confiance en l'avenir.

5/- Enfin sur l'Europe, qui nous a apporté la paix indispensable à toute prospérité, il nous semble que la vision de l'Europe est toujours forte à l'extérieur, chez nos concurrents qu'ils soient asiatiques ou américains. Encore faut-il bien la comprendre dans une perspective mondiale. Le souci de l'uniformisation par le droit de la concurrence atteint ici ses limites. Il importe donc de la renforcer à l'intérieur, par un soutien aux regroupements d'entreprises européennes, par exemple, plutôt qu'en favorisant un morcellement au nom d'une concurrence qui n'a pas lieu d'être entre les États membres, et par une plus grande convergence d'action.

Il faut naturellement un **équilibre entre les pays**, afin que les inégalités cessent de se creuser et les conséquences de s'aggraver chez nous, en particulier au plan industriel. Cet équilibre exige d'abord la reconquête de notre pouvoir de négociation par une meilleure situation intérieure, conduisant à un partage des efforts au nom du bien commun européen. Les pays les plus exportateurs devraient investir davantage leurs surplus commerciaux extérieurs dans les pays voisins, d'une part, mais la volonté de la France de participer enfin à l'effort commun de réforme devrait aussi être davantage mise en évidence, d'autre part.

Dans des secteurs comme l'agriculture, l'énergie ou les transports où la France est traditionnellement forte, nous devons **nous faire entendre à nouveau** et ne pas laisser la « chaise vide ». Il y a urgence !

Par ailleurs, il nous faut aussi apprendre à **mieux accueillir en France les étrangers**, car la demande augmente sans cesse, mais la réponse doit être adaptée. Ceux qui ont le désir et la vocation de rester doivent pleinement accepter les règles du jeu et la culture de leur communauté d'accueil et être aidés dans leur effort d'intégration. Mais beaucoup n'ont qu'une perspective transitoire, liée aux difficultés économiques de leur pays ou aux conflits armés, et souhaitent retourner dans leur pays à terme. Il faut donc investir dès aujourd'hui dans leurs pays d'origine pour leur permettre de se développer plus rapidement ou de se reconstruire après les guerres. Cela mobiliserait utilement l'Europe, qui pourrait apporter son expérience dans les processus de paix.



Les Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens

En conséquence, les EDC invitent le nouveau gouvernement à prendre en considération l'importance de la **subsidiarité** effective dans le processus de décision politique ; à considérer le **bien commun** qui se joue avec et dans les entreprises, pour leur permettre de mener à bien une politique inclusive et socialement innovante, notamment avec les jeunes et les plus défavorisés ; à promouvoir la **participation de tous**, dans un esprit de co-construction avec la société civile ; à considérer **les entrepreneurs comme de vrais partenaires** désireux de dialoguer activement avec le gouvernement et de lui apporter le fruit de leur expérience, mûrie pour nous à la lumière de notre vision de l'homme et de notre place dans la société.